

<b>Date :</b> 10 novembre 2022 <b>Heure :</b> 10 h30 à 12 h <b>Lieu :</b> TEAMS	<b>Répondants DSI</b> <b>Règlement et RSN en lien avec les activités de soins confiées aux aides-soignants</b>
<b>Présence MSSS</b> Karine Labarre, conseillère DNSSI Geneviève Plourde, adjointe DNSSI	

Points à l'ordre du jour	Résumé de la discussion	Suivi à faire
1. <b>Mot de bienvenue</b>	Accueil des participants par Karine Labarre.	
2. <b>Présentation Ordre du jour</b>	<p>Présentation des sujets abordés à cette rencontre.</p> <p>Ajouts ODJ demandés par les répondantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Maryse Plourde (CISSS BSL) Questions « contenant » de formation</li> <li>Circonstances nécessitant une entente entre l'établissement et les centres de services scolaires.</li> </ul> <p>KL : Précise que le Règlement l'exige lorsque des soins invasifs doivent être confiés au personnel des écoles.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Nadia Maddalena (CIUSSS NIM) Questions concernant le respect des conditions des bénévoles en CHSLD et à domicile pour la clientèle du programme santé mentale.</li> </ul> <p>KL : Les activités de soins ne peuvent pas être confiées en CHSLD, mais c'est possible à domicile. Les bénévoles doivent toutefois se soumettre aux conditions de formation et d'exercice.</p>	

Points à l'ordre du jour	Résumé de la discussion	Suivi à faire
<b>3. Déploiement : points de suivi</b> a) État de situation communications b) Suivis auprès des ordres - site internet OIIQ et RSN - Rx insuline et ajustement par les parents - Autres professionnels vs utilisation compétences c) MAJ Légis Québec d) Communauté de pratique e) Gouvernance f) Enjeux ~ RI- RTF, CRJDA, MGC ~ PPA et Chèques emploi/ service	<p>a) <u>État de situation des communications</u></p> <p>Présentation du Règlement et de la RSN à venir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tables nationales SAD, DQÉPÉ</li> <li>- Congrès de l'OIIQ</li> <li>- Gestionnaires des EESAD</li> </ul> <p>CISSSMCQ souhaite connaître les établissements qui sont intéressés à partager leur plan de communication. On se demande pour quelle raison aucun plan de communication nationale n'est envoyé aux établissements.</p> <p>KL : mentionne que la direction des communications du MSSS n'est pas responsable des communications internes aux établissements. Chaque établissement a sa propre direction des communications et le plan doit tenir compte des particularités sur le territoire. Le plan de communications national vise les tables des directions et associations et regroupements nationaux.</p> <p>CIUSSS CN demande si une rencontre nationale des agences de placement est prévue.            KL : Les agences de placements devront être rencontrées le cas échéant par les directions programmes-services avec qui elles font à faire. Aucune rencontre nationale des agences de placement n'aura lieu.</p> <p>Mme Labarre demande aux participants s'ils ont tous reçu la nouvelle présentation concernant le règlement et spécifie que les établissements peuvent l'utiliser au besoin.</p> <p>b) <u>Suivis auprès des ordres</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Suivi auprès de l'OIIQ concernant la mention sur leur site internet qu'à la RSN «Présentation en déploiement vs déjà en vigueur dans tous les établissements ». Changement effectué sur le site de l'OIIQ à la suite de l'intervention du MSSS.</li> </ul>	<p>acheminer la présentation en format Word</p> <p>Voir pour un plan de communication.</p>

Points à l'ordre du jour	Résumé de la discussion	Suivi à faire
	<p>- Suivi KL : Question concernant les échelles d'insuline en milieu scolaire a été adressée à l'Ordre des pharmaciens du Québec. En attente d'une réponse.</p> <p>Laurence Chaput (CIUSSSCSMTL) précise que la pratique actuelle en CH prévoit que les parents ajustent l'insuline selon la glycémie de leur enfant et qu'il s'agit de la nouvelle façon de faire.</p> <p>Anna Tazian (CCOMTL) mentionne que les parents utilisent d'autres façons pour communiquer les directives aux personnels des écoles. KL : mentionne qu'ils n'ont pas à utiliser le formulaire de la RSN puisque ce ne sont pas des professionnels habilités et que l'administration des médicaments est sous la responsabilité parentale.</p> <p><i>Autres professionnels vs utilisation des compétences</i></p> <p>En réponse à des questionnements reçus, KL mentionne que les autres professionnels tels que des ergothérapeutes peuvent agir à titre d'aides-soignants. Toutefois, elle réitère la position ministérielle afin d'assurer une l'utilisation des compétences.</p> <p>Caroline Rivest (MCQ) mentionne que les aides de services peuvent le faire, mais au niveau syndical il y a des enjeux. Jurisprudence qui mentionne qu'ils ne peuvent pas faire faire ces activités aux aides de services.</p> <p>Vickie Arsenault (CISSSLAV) mentionne qu'ils utilisent ces autres ressources lorsque par exemple, l'administration d'un médicament est prévue au même moment qu'une intervention avec l'ergo à domicile. Cela n'est donc pas optimal d'envoyer une ressource ASSS au même moment. Autre exemple, un inhalothérapeute pourrait être un aide-soignant pour des activités autres que celles qui lui sont réservées.</p> <p><u>c) Légis Québec</u></p> <p>c) KL mentionne que la mise à jour du Règlement a été effectuée sur la page du Légis Québec et que l'ancienne version a été mise en rouge.</p>	

Points à l'ordre du jour	Résumé de la discussion	Suivi à faire
	<p><u>d) Communauté de pratique</u></p> <p>d) Mme Labarre remercie les personnes qui ont transmis leur nom pour faire partie du comité de la CdP. Une rencontre sera planifiée en décembre afin de discuter d'échanger sur la structure permettant de répondre aux besoins.</p> <p><u>e) Gouvernance dans les établissements</u></p> <p>Nous avons adressé les différents enjeux de déploiement à la Table nationale de coordination des DSI. Elles souhaitent prendre le temps de mettre en place une structure qui assurera la pérennité du déploiement et une responsabilité organisationnelle partagée.</p> <p><u>f) Enjeux</u></p> <p>- Une rencontre aura lieu avec OPQ afin de demander un délai pour le déploiement de la formation de 14 h. L'ARIHQ est nous mentionne qu'elle avisera ses membres d'arrêter toutes activités de soins confiées par les aides-soignants qui ne reçoivent pas le délai de formation puisque le Règlement est en vigueur. La tolérance administrative n'a pas de portée légale.</p> <p>Caroline Rivest (CIUSSS MCQ) mentionne le grand enjeu en lien avec les personnes engagées de gré à gré via un chèque emploi service (CES) et les personnes proches aidantes qui obtiennent un CES.</p> <p>KL mentionne de prendre connaissance de 39.6 puisque cet article vise les PPA. Concernant les autres travailleurs qui sont engagés de gré à gré, les consultations auprès de la direction responsable ont été effectuées. La décision de les inclure a été prise et elle rappelle que personne n'a émis de commentaires à ce sujet lorsque le Règlement a été publié dans la Gazette officielle.</p>	

Points à l'ordre du jour	Résumé de la discussion	Suivi à faire
	<p>Line Allaire demande des précisions sur les PPA qui sont rémunérées puisque l'article 39.6 du Code des professions précise que ces personnes sont non rémunérées.</p> <p>KL mentionne qu'au moment où ces articles sont entrés en vigueur, les PPA n'avaient accès à des programmes leur permettant d'être rémunérés. Cet élément a été amené à l'intention de l'OPQ afin qu'il soit réajusté lorsqu'il y aura une réouverture du Code des professions.</p> <p>Johanne Laplante ajoute que les PPA doivent cependant savoir faire les soins correctement.</p>	
<p><b>4. Suivis « Formation sur les activités de soins confiées aux aides-soignants »</b></p> <p>a) MAJ matériel formation</p> <p>b) Licence traduction</p> <p>c) Déploiement formation 14 h</p> <p>d) Formation de formateurs</p> <p>e) Reddition de compte</p>	<p>a) KL demande de supprimer l'ancienne version du matériel de formation pour éviter la confusion entre les deux versions. Tout le matériel a été retourné et enregistré sous une version finale #2.</p> <p>b) KL mentionne aux établissements qui souhaitent obtenir une version traduite de la formation, de formuler leur demande via le processus habituel soit, les publications du Québec en raison des règles légales qui l'autorise ou non selon les territoires.</p> <p>Johanne Laplante(CISSSME16) demande s'il a été envisagé de traduire le site web du MSSS?</p> <p>KL : Non le site du MSSS selon la loi ne peut être traduit.</p> <p>d) Les inscriptions à la formation de formateurs ne seront pas restreintes. Des formations seront disponibles jusqu'en juin pour soutenir les établissements. Par la suite, les établissements prendront la relève.</p> <p>Sylvie Decarie (CIUSSS CSMTL) suggère de faire des rencontres d'appropriation de contenu avant avec les formateurs.</p> <p>Martine Dumoulin : demande précisions sur la disponibilité des formations.</p>	

Points à l'ordre du jour	Résumé de la discussion	Suivi à faire
	<p>KL mentionne d'en profiter et qu'à partir de juin il en aura plus. Si toutefois, manifestation d'enjeux et lourdeur à la suite de l'arrêt, adresser vos enjeux aux DSI afin qu'elles nous en avisent.</p> <p>e) KL échange sur la meilleure façon de faire la reddition de compte en lien avec le déploiement de la formation Gestred, grilles Excel... elle invite les répondants à transmettre leur proposition par courriel.</p> <p>Geneviève Leboeuf propose de les questionner via un sondage Google Forms.</p> <p>Maryse Plourde précise que cette reddition de compte devrait se faire par programme services clientèle afin que la responsabilité ne soit pas uniquement sous la DSI.</p> <p>KL tableau de responsabilité souligne que la DSI s'occupe des formateurs et qu'effectivement les programmes services clientèles sont responsables de la formation de formateurs.</p> <p>S. Decarie : Demande de mentionner qu'il y aura des RDC et de voir à la forme qui sera utilisée.</p> <p>KL affirmative</p> <p>Marie-Hélène Lalonde devons-nous décortiquer les formateurs et quand sera demandée cette RDC aux établissements</p> <p>KL mentionne que les répondants peuvent déjà s'assurer que les données quant à la formation de formateurs et formations d'aides-soignants soient compilées dans les établissements</p> <p>En lien avec la demande à l'OPQ, elle souhaite connaître la durée idéale requise pour assurer le déploiement complet de la formation de 14 h dans les établissements.</p>	

Points à l'ordre du jour	Résumé de la discussion	Suivi à faire
	<p>Réponses dans le clavardage :</p> <p>Line Allaire (CIUSSSE-CHUS) <i>Décembre 2023</i> ;</p> <p>Julie Lamontagne (CISSSAT) <i>6 mois</i> ;</p> <p>Vickie Arsenault (CISSSLAV) <i>selon si ENA dispo en mars, mais d'ici décembre 2023</i> ;</p> <p>Marie-Helene Lalonde (CISSSLAU) <i>On prévoyait un début d'implantation progressive au printemps</i> ;</p> <p>Sylvie dsi Ouellet (CISSSMC) <i>cela dépend de la disponibilité de la formation hybride</i> ;</p> <p>Sylvie dsi Ouellet (CISSSMC) <i>décembre 2023</i> ;</p> <p>Maggie Ghaleb (COMTL) <i>12 mois</i> ;</p> <p>Carl Larochelle (CISSSBSL DPSMD) <i>Décembre 2023</i> ;</p> <p>Martine Dumoulin (COMTL) <i>Décembre 2023</i> ;</p> <p>Johanne Laplante (CISSSME) <i>Centre jeunesse enjeux d'adhésion. Décembre 2023.</i></p>	
<b>5. Questions fréquentes</b>	<p>Ces questions seront abordées lors de la prochaine rencontre afin de permettre à Vickie Arsenault de faire sa présentation.</p>	
<p><b>6. Registre</b></p> <p>a) Présentation de la démarche d'informatisation du CISSS de Laval</p> <p>Par : Vickie Arsenault, conseillère-cadre aux pratiques transversales</p>	<p>Vickie Arsenault présente les travaux d'informatisation du registre formation / supervision/ autorisation au CISSS de Laval. L'informatisation des registres permettre d'avoir accès aux registres des aides-soignants et ce, tant pour les formateurs que les professionnels habilités qui supervisent et autorisent, et ce pour toutes les directions visées par les établissements. Les centres de services scolaires auront également un code QR pour compléter le registre lorsqu'ils forment des aides-soignants. Une extraction des données pourra être effectuée afin de répondre à la reddition de compte.</p> <p>Elle accepte de partager sa présentation avec les répondants DSI à la suite de la rencontre.</p> <p>Les répondantes soulignent l'excellence de ce travail et plusieurs semblent souhaiter aller en ce sens. Questionnements en lien avec des enjeux de confidentialité et</p>	

Points à l'ordre du jour	Résumé de la discussion	Suivi à faire
	<p>l'utilisation de la plate-forme Teams. Le CISSS de Laval a adressé ces questions à la direction informatique de l'établissement. Ils ont obtenu des réponses satisfaisantes.</p> <p>KL mentionne qu'une présentation pourrait être faite à la Table nationale des DSI et qu'il faudra s'assurer que la confidentialité est préservée. Elle remercie Vickie pour ce partage avec les autres établissements.</p>	
<b>7. Livrables à venir</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Guide explicatif OPQ</li> <li>b) Formation habilitation des professionnels</li> <li>c) Cadre de référence en milieu scolaire</li> </ul>	.	
<b>8. Varia</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Formulaires</li> <li>b) Révocation autorisation</li> </ul>	<p>Maryse Plourde CISSS BSL souhaite connaître les modalités selon lesquelles les formations seront offertes aux aides-soignants dans les établissements.</p> <p>Réponses :</p> <p>Annick Molaison : <i>Sur 2 jours consécutifs</i></p> <p>Sabrina Bouchard (CIUSSS SLSJ) : <i>2 jours consécutifs également</i></p> <p>Johanne Laplante (CISSSME) : <i>pour enjeu de rétention de l'information et favoriser les apprentissages: 2 jours consécutifs</i></p> <p>Geneviève Leboeuf (CISSSMO) <i>Nous 2 jours, idéalement dans la même semaine, mais pas nécessairement consécutifs</i></p> <p>Nancy Cyr (CIUSSSCN) <i>idem pour nous</i></p> <p>Sylvie Decarie (CCSMTL DSI) <i>De notre côté la formation est offerte sur 2 jours consécutifs, par la suite la supervision et l'habilitation sont planifiées dans les 2 semaines suivantes (contexte SAD).</i></p>	
<b>9. Modalités de fonctionnement des prochaines rencontres</b>	Formation ENA: demandons les personnes intéressées à participer aux à l'élaboration d'une formation pour habilitier les professionnels à confier des activités de soins	



Points à l'ordre du jour	Résumé de la discussion	Suivi à faire
	<p>Mélanie Rouleau (09 CISSS)</p> <p>Laurence Macbeth (CIUSSS EMTL)</p> <p>Annick Molaison <i>Je serais intéressée en tant que petit milieu. Nous avons déjà une rencontre de prévue avec les infirmières.</i></p> <p>KL mentionne qu'une conseillère de la DSM du CISSS CA participera également aux travaux d'élaboration de cette formation pour inclure les autres professionnels habilités à confier des activités de soins.</p> <p><b>Personnes intéressées à la validation des contenus:</b></p> <p>Vickie Arsenault (CISSSLAV)</p> <p>Line Allaire (CIUSSSE-CHUS)</p> <p>Suzanne Roy (CISSSCA)</p> <p>Nancy Cyr (CIUSSSCN)</p> <p>Sylvie Decarie (CCSMTL)</p> <p>Sylvie Ouellet (CISSSMC)</p>	
<b>10. Planification de la prochaine rencontre</b>	30 novembre 2022	